



«Les enfants violentés, on ne s'y fait pas»

ERIC BACCINO • Invité mardi soir par le Groupe interprofessionnel fribourgeois de prévention contre la maltraitance et les abus sexuels sur les enfants (GRIMABU), le médecin légiste français évoque son métier.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC-ROLAND ZOELLIG

Eric Baccino était l'invité, mardi soir, du Groupe interprofessionnel fribourgeois de prévention contre la maltraitance et les abus sexuels sur les enfants (GRIMABU). Ce professeur agrégé de médecine légale âgé de 51 ans, chef du Service de médecine légale et de toxicologie clinique du CHU de Montpellier (France), a notamment présidé la Société mondiale de médecine légale de 1999 à 2002.

A l'issue de l'assemblée générale du GRIMABU, dont la présidence a été reprise par l'avocat Jacques Bonfils, Eric Baccino a prononcé une conférence, émotionnellement assez éprouvante par moments, sur les maltraitances que doivent endurer certains enfants dans notre société. «La Liberté» l'a interrogé sur son quotidien de médecin de la violence.

En quoi consiste votre travail de médecin légiste?

Eric Baccino: D'une façon emblématique et télévisuelle, le légiste fait des autopsies. Mais il ne fait pas que ça. A Montpellier, on pratique 170 autopsies médico-légales par année, et nous sommes douze médecins légistes. Autant dire que nous ferions du temps très partiel si nous ne nous occupions que de ça! En France, le premier rôle du légiste est d'assurer la permanence médico-judiciaire, notamment lors des gardes à vue. Environ 60% des personnes amenées au poste sont des toxicomanes, qui réclament très souvent un médecin. Et 15% des gens en garde à vue se plaignent de violences, policières ou autres. Dans ces cas, la justice fait appel à un légiste. De même que lors des levées de corps, environ 400 par an à Montpellier. Enfin, il y a les examens de victimes vivantes: des gens qui se sont battus, des victimes de violences conjugales, de viols...

Il y a aussi des enfants...

A Montpellier, on examine chaque année 300 enfants victimes de sévices de trois types: agressions sexuelles, violences physiques, et négligences graves, comme la sous-alimentation ou les violences psychologiques. Et il ne s'agit là que de ceux qui sont signalés à la justice. Car la grande majorité des enfants victimes de sévices ne nous est pas connue. Le nombre de signalements a augmenté en France au début des années 90, après des campagnes de publicité menées par le gouvernement. Seuls 10% environ des sévices commis sur des enfants sont actuellement signalés.

Dans quel cadre ou environnement ces maltraitances s'exercent-elles?

On a parfois du mal à le croire, mais l'endroit le plus dangereux pour les femmes et les enfants, c'est la famille. Un enfant sera

beaucoup plus souvent agressé par une personne proche que par un inconnu.

Constate-t-on une aggravation du phénomène? Des études montrent parfaitement que, durant ces cinquante dernières années, le nombre de violences sexuelles ou physiques sur mineurs n'a pas augmenté. Simplement, ces phénomènes sont mieux connus, même s'il reste beaucoup à faire. L'iceberg est encore en grande partie immergé. En France chaque année, 75 000 enfants sont déclarés en danger, dont 20 000 sont connus des services de l'ordre comme étant maltraités. Les médecins les voient, mais ils sont désemparés...

Etes-vous confronté à des actes plus graves que vos prédécesseurs?

Non. Je dirais même qu'à part certaines régions – le nord de la France est à cet égard un cas particulier – l'inceste tel qu'on le constatait à une certaine époque dans des lieux très isolés a tendance à disparaître. L'isolement social n'est plus aussi grand qu'avant. Contrairement à ce que l'on croit, il était plus dangereux de vivre au XIX^e siècle que maintenant. En revanche, il règne aujourd'hui une impression d'insécurité car il n'y a plus de respect des lois et des règles.

Qu'y a-t-il de spécial au nord de la France?

Il y a là-bas une délinquance sexuelle, notamment envers les mineurs, qui est quand même particulière. Je crois que c'est un vieil héritage du sous-prolétariat industriel. Il y a une misère qui n'existe peut-être pas ailleurs.

«Ce qui a changé, c'est la délinquance sexuelle liée aux divorces, plus nombreux»

La violence a-t-elle changé de nature?

On frappe quand même moins qu'avant. Les coups sont moins admis, et c'est tant mieux. Ce qui a peut-être un peu changé, c'est la délinquance sexuelle liée aux divorces, plus nombreux. Davantage d'enfants sont exposés à des proches qui ne sont pas leurs parents biologiques. On peut imaginer qu'une petite fille de 10 ou 12 ans sera davantage exposée aux désirs d'un beau-père, qui ne l'a pas engendrée, qu'à ceux de son père naturel.

Cela dit, depuis l'affaire Dutroux, on voit des pédophiles à tous les coins de rue...

Mais il y en a beaucoup! Les sévices envers les enfants sont une pathologie méconnue. Donc il est bon d'être très sensible à cela. Ce n'est pas parce qu'il y a eu l'affaire d'Outreau que les pédophiles ont disparu. I



Eric Baccino: «Seuls 10% environ des sévices commis sur des enfants sont actuellement signalés.» CHARLY RAPPO

«LES JEUNES NE SONT PAS PLUS DÉGOURDIS»

En Suisse, plusieurs affaires d'actes d'ordre sexuel impliquant des mineurs ont défrayé la chronique. Après enquête, il s'est avéré que les jeunes filles victimes de ces actes étaient parfois consentantes. Faudrait-il abaisser l'âge de la majorité sexuelle?

La notion de consentement chez un mineur est difficilement acceptable, et doit être écartée dans la plupart des cas. Selon la loi, un mineur est incapable de prendre certaines décisions seul. Pour citer une affaire que j'ai découverte dans le journal tout à l'heure, il me semble vraiment bizarre qu'une gamine de 15 ans donne son consentement à toute une équipe de foot (ndlr: le FC Thoune).

Concernant la majorité sexuelle, je n'ai pas le sentiment que les jeunes sont plus dégourdis qu'avant. Qu'ils connaissent plus de choses d'un point de vue purement théorique grâce à internet, certes. Mais cela ne veut pas dire que leur expérience émotionnelle soit plus grande, au contraire. Ce n'est pas parce qu'on regarde des matches de foot à la télé qu'on devient plus sportif. C'est plutôt l'inverse...

Vous exercez un métier difficile. Quel est son aspect le plus délicat?

Il n'y a pas photo: le plus dur, c'est quand un

enfant me raconte les horreurs qu'on lui a fait subir. On n'arrive pas à s'y faire. Un cadavre, je peux l'aborder de façon scientifique. Un légiste ne se souvient pas du visage de la personne qu'il vient d'autopsier, mais du poids de ses organes par exemple. Mais une victime vivante a besoin de votre empathie. Vous ne pouvez pas mettre votre bouclier psychique.

De plus en plus de médecins, vous l'évoquez d'ailleurs dans un ouvrage récent, sont eux-mêmes victimes de violence...

Les cabinets ne sont plus des sanctuaires. Il y a surtout des violences verbales, mais aussi des dégradations de matériel et des coups. On frappe pour un refus de certificat ou de prescription, ou un délai d'attente. Le comportement des gens s'est dégradé. Mais en face, le médecin lui-même s'est désacralisé. Le médecin de campagne, qui travaille encore 80 heures par semaine, ne se fait pas frapper: il représente une sorte de divinité entièrement dévouée à la population. Mais le médecin qui se voit comme un prestataire de services et revendique ses 40 heures par semaine comme tout le monde, ce qui est tout à fait légitime au demeurant, n'est pas vu de la même façon... MRZ